

La guerre en Syrie est en passe de devenir le mouroir d’une génération révolutionnaire qui s’est levée depuis 2011 au moins. Une seule vague révolutionnaire a fait des bons d’un côté à l’autre de la méditerranée. Une seule vague de contre-révolution s’abat désormais sur elle. « Ne bougez plus sinon viendront les rivières de sang... » semblent nous dire à l’unisson et en autant de langues différentes, toutes les puissances étatiques investies sur le « terrain » syrien. En 2015 Robin Yassin-Kassab et Leila al Shami sortent un livre qui donne la parole aux syriens qui ont mené la révolution au jour le jour dans chaque quartier, dans chaque village. Le livre vient d’être traduit en français, "au moment même où Assad et ses alliés russes et iraniens achèvent la reconquête des dernières portions du pays tenues par les rebelles. Le temps médiatique est déjà passé sur la révolution syrienne et il ne semble plus y avoir de place pour un propos autre qu’humanitaire, sur le calvaire des populations civiles qui fuient les décombres. Face à l’effacement programmé de la séquence révolutionnaire en Syrie, reste le sentiment que ni la guerre totale menée par Bachar, ni la dépolitisation active menée par l’actualité occidentale, ni même le révisionisme d’une partie de la gauche anti-impérialiste et de ses alliés de circonstance d’extrêmes droites, n’auront raison du feu qui a pris dans les profondeurs. Le théâtre de guerre syrien, avec son infinie cruauté et sa barbarie banalisée, se présente comme l’interminable

épilogue de cette séquence incendiaire. La Syrie est d’ors et déjà le tombeau de centaines de milliers de victime de la répression du régime et de la guerre civile qui a succédé au soulèvement populaire. Pour autant, la résistance tenace et inventive des Syriens et des syriennes jusque dans les pires extrémités était un antidote à la résignation offerte au monde entier. Dans un entretien à lundi matin, un des auteurs du livre conclu en disant « Quoi qu’il arrive désormais, il est toujours extrêmement important de corriger le récit qui a été fait sur la Syrie et de comprendre ce qu’il s’est réellement passé. Il est tout à fait déprimant de voir si peu de gens manifester contre les crimes de la Russie, plus encore quand les effets de ces crimes affectent pourtant directement l’Europe. Aussi longtemps que Assad sera conservé au pouvoir, des millions de réfugiés ne pourront pas rentrer chez eux, et le jihadisme continuera à proliférer. Nous devrions manifester et mettre la pression à nos gouvernements pour imposer des sanctions économiques à la Russie et à l’Iran. La Russie pourrait par exemple être exclue du système international de paiement. La victoire du fascisme en Syrie participe à une offensive interconnectée de l’extrême-droite qui affecte l’Amérique, l’Europe aussi bien que le Moyen-Orient. Nos destins sont liés. » Une présentation du livre, en présence d’une des 2 auteurs, et une discussion sur la révolution syrienne aura lieu le 27 avril à L’amicale.

Mots croisés ma gueule!

I II III IV V VI VII VIII IX

1

2

3

4

5

6

7

8

9

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |

- Horizontal :

1 : Ils ont répondu à l'appel de Londres (The) / Concurrence total

2 : Moteur de révolte / Esclave pas moderne

3 : Péage bien squatté par les GJ

4 : Raffiné et bientôt luxueux

5 : Un peu mieux qu'un zéro / C'est tout l'inverse de bio / Papier chiotte

6 : Article / Créateur créé ?

7 : On la prend tous les samedi depuis quatre mois

8 : Manu, on a tout cassé chez toi

9 : Marque un but / Utilisent des mots pour les maux
- Vertical :

I : Pasqua, Tapis, Sarkozy...

II : Sous si / Conclue une scène / Refus à l'anglaise

III : Se bouge / Fit confiance

IV : Pour être réflexif / Gros cailloux / Petit monsieur anglo-saxon

V : Ce en quoi s'objective la guerre de basse intensité menée par l'Etat / Jeu chinois

VI : Ca crève les yeux / Premier niveau

VII : Pas malin / Vogueras vers

VIII : On le met avant pour dire avant / Pas lourd

IX : Restaurant cuit à point

LA SOLIDARITÉ EST UNE ARME ! COTISEZ À LA CAISSE DE SOLIDARITÉ !

Permanences pour se rencontrer, demander de l’aide ou proposer des coups de main :  
premier jeudi de chaque mois, 19h, à la Luttine (91 rue Montesquieu 69007 Lyon)  
Contact: 06 43 08 50 32 / caissedesolidarite@riseup.net

avril 2019  
LES BRÈVES  
DU BISTROT 6

Depuis Alger

Le site internet Liaison a publié ce mois ci une interview d'un participant à la manifestation monstre du 22 mars à Alger qui faisait suite aux déclarations du président Bouteflika : le report de la présidentielle à la fin de l'année 2019 et la promesse de ne pas s'y représenter. Voici quelques morceaux choisis.

Chanter la Révolution

Donc vers 18h, la grande place Maurice Audin se vide et les gens commencent à bouger, circuler librement et manifester dans la joie. Dans la rue Didouche Mourad, qui est la principale rue commerçante d’Alger, et dans les rues en contrebas, tout le monde circulait librement. Les lieux de pouvoir n’étaient pas du tout visés, l’important était de faire la fête dans la rue. J’ai vu beaucoup de gens danser, jouer de la derbouka et chanter, beaucoup de chants. À ce propos, les chants de supporter de foots étaient omniprésents. En Afrique du Nord, le stade de foot est un des derniers espaces où la parole contestataire est acceptée. Tant que la parole reste dans le stade, ça passe et il y a eu beaucoup de lois pour la réguler au Maroc, en Algérie ou Tunisie. Pour être plus précis là-dessus : vraiment beaucoup de gens chantaient F Bladi Delmouni, une chanson des supporters du Raja de Casablanca, un des deux clubs de la ville. Une chanson qui parle de l’oppression, de la hagra, de l’impossibilité de vivre dignement dans le pays, et donc reprise ici, parce que même si le Maghreb est morcelé, la langue permet cette circulation facile. Avec le recul, l’importance des chants de foot n’est pas si étonnante car tout cela a un peu commencé dans un stade de foot, il y a quatre semaines, lorsqu’à la suite d’un match entre une équipe d’Alger et une autre de Constantine, les supporters se sont battus et ont commencé ensuite à entonner ensemble F Bladi Delmouni. Alors, ils se sont mis à manifester ensemble et, bien qu’il y eût déjà des appels à refuser le cinquième mandat, c’est un peu à partir de là que la sauce est montée.

Joie de prendre la rue

Au niveau d’Alger — où les manifestations ont systématiquement

été interdites depuis quinze ans — toute la ville a été bloquée et il était impossible de se déplacer en voiture. Je pense que beaucoup de gens sont venus des alentours d’Alger, raison pour laquelle la ville s’est retrouvée à ce point paralysée.

Je crois que le nombre détermine tout. En Algérie, lorsque les journalistes ont manifesté, la police a frappé. Lorsque les avocats ont manifesté, ils se sont moins fait réprimer mais quand même... Cependant là, ce vendredi, c’était impossible de gérer quoi que ce soit. La police a simplement abandonné la partie, et s’ils avaient tenté de jouer de la force, ils auraient perdu. Dans les manifestations du vendredi, il y a vraiment de tout. J’y a vu des familles en poussettes, des personnes âgées avec des portraits d’anciens martyrs, des moudjahidines, des anciens combattant de la Libération, des gens venus avec d’anciens drapeaux de la guerre d’Algérie encore tâchés de sang! C’était vraiment puissant comme symbole. D’une manière générale, les classes populaires sont beaucoup présentes et les « classes moyennes » également, bien que je ne sois pas certain de l’effectivité de cette catégorie pour l’Afrique du Nord. Il y avait même des gens qui supportaient encore le régime la semaine dernière, parfois par confiance ou simplement par peur. Mais là, je n’ai vu aucune peur, elle s’est évanouie et moi, j’ai essayé de partager mon pessimisme, de dire aujourd’hui c’est très beau mais que demain ça sera plus difficile. Mais on le refusait net. On me disait que maintenant, le peuple d’Algérie est uni et il le restera. Les personnes âgées, cela leur rappelait le 11 décembre 1960, le soulèvement massif des algériens qui avaient fait irruption et pris la rue, lorsque la joie du possible masquait la violence de la contre-insurrection en cours.

Et même une pensée pour nous

J’ai également vu beaucoup de références à Macron, par exemple « Macron, prépare le bois car pour l’hiver il n’y aura pas de gaz ». Des références également aux Gilets Jaunes, en solidarité avec eux, avec des messages comme « Macron, Bouteflika, même combat ».



## L'Etat et la doctrine de la fermeté

**Il y a quelque chose d'historique dans ce qui s'est joué à Paris ce 16 mars pour l'acte 18 des Gilets Jaunes.** La détermination à mettre hors d'état de nuire les boutiques ou restaurants de luxe des Champs Élysées semblait sans limite ; le lèche vitrine réservé aux plus riches s'est transformé en casse-vitrine populaire, et quelle joie de voir ce haut symbole du sarkozysme que représente le Fouquet's se faire défoncer, et les manifestants boire un verre en pleine rue sur les tables cossues de l'opulent établissement. Par ailleurs, et ce malgré les campagnes appuyées de bashing des blocs offensifs, il a existé une réelle sympathie des manifestants à l'égard des casseurs. La force du 16 mars parisien réside en ce que la construction de la séparation entre bons et mauvais manifestants, entre légitimes gilets jaunes et terrible black bloc, ne s'est pas imposée dans la rue.

Un coup d'œil sur les comparutions immédiates suffit d'ailleurs à battre en brèche la théorie d'un acte 18 entièrement noyauté par l'extrême gauche. Comme chaque semaine, on se rend compte qu'un peu de partout en France, de plus en plus de gens viennent en manif chargés de désirs de débordement. Les équipements de protection se généralisent et l'envie de s'en prendre aux flics aussi.

Le gouvernement n'a que moyennement apprécié l'émeute parisienne et, profitant de la prolifération d'images mettant en scène le joyeux chaos parisien ressassée jusqu'à la nausée, l'exécutif a décidé de (re)passer à l'offensive.

### « La doctrine de la fermeté »

L'exécutif tente donc de reprendre la main et pour se faire déploie un programme en trois points : la refondation de la doctrine du maintien de l'ordre, l'évolution du dispositif répressif et la réorganisation de la chaîne de commandement.

En réalité, ces mesures annoncées entérinent des processus déjà en place ou prévus de longue date. Une fois de plus, le discours politique saisit l'occasion médiatique pour légitimer des pratiques déjà existantes.

Le ministre de l'intérieur dans son allocution du 18 mars promet l'adoption d'une « doctrine de la fermeté ». C'est à dire qu'il encourage les unités utilisées pour le maintien de l'ordre, telles que CRS et GM, à aller plus systématiquement au contact des manifestant.es, afin d'interpeller, de réprimer physiquement et de disperser. A écouter les grands stratèges du maintien de l'ordre, on est donc en train de passer d'une doctrine dite « Malik Oussekine » basée sur la dispersion à distance, sur l'évitement du contact rapproché, sur la crainte d'un.e blessé.e grave ; à une doctrine dite de « fermeté » basée sur le contact direct avec les manifestant.es et la répression physique. Quitte à faire des blessé.es, comme nous l'indique un article du Parisien publié le 18 mars : « Au sein du gouvernement, on relève que l'enjeu pour Castaner va désormais être d'assumer que les forces de l'ordre fassent des blessé.es, voire pire, lors de nouvelles

mobilisations non déclarées : "il va falloir assumer, même si un black bloc qui met le feu au Fouquet's s'en prend une et finit tétraplégique". »

Pour mener à bien cette refondation de la doctrine du maintien de l'ordre, l'État est en train de doter les forces de l'ordre de nouveaux outils répressifs et de développer un nouvel arsenal législatif.

Parmi les annonces récentes du Premier Ministre Edouard Philippe, on note que l'Etat pourra désormais interdire des manifestations gilets jaunes « dès lors qu'il aura connaissance de la présence d'éléments ultra et de leur volonté de casser ». Le samedi 23 mars, pour l'acte 19, des interdictions de ce type ont été prononcées pour pas pas moins d'une quinzaine de ville. Par ailleurs tous les participants à une manif interdite sont désignés comme « complices » sans que l'on sache vraiment la portée juridique d'une telle déclaration.. L'Etat a aussi décider de mobiliser l'armée -rien que ça- pour défendre l'Elysée lors de l'acte 19. D'autre part, une augmentation des moyens policiers est prévue, les forces de l'ordre disposeront de nouveaux outils technologiques (drones et produits marquants). Les unités anti-casseurs quand à elle, existent déjà sous l'appellation de DAR (Détachement d'action rapide) et regroupe des éléments de la BAC, des CSI et plus rarement de la BRI.

Ces mesures viennent s'ajouter au dispositif de la loi anti-casseur votée récemment et qui va entrer en vigueur d'ici peu. Cette dernière permet notamment aux juges et aux préfets de décider des interdictions de manifester. Prononcée par un magistrat cette sentence pourra s'appliquer pendant un maximum de trois ans ; elle ne pourra excéder un mois et s'assortira d'une obligation de pointer au commissariat si elle vient du préfet. Le délit de port de cagoule est sanctionné jusqu'à un an de prison et 15.000 € d'amende. Il est cumulatif avec le délit « de participation à un groupement en vue de... ». Enfin, le secteur de fouilles autour des manifestation est étendu.

Une fois de plus, ce qui est recherché à travers la mise en place de ces dispositifs, c'est la destruction des solidarités existantes.



C'est produire de l'isolement, rendre inopérante les manières de s'organiser en manifestation, séparer les individus. C'est la distillation de la peur au sein du plus grand nombre.

### Le monopole de la violence

Dans les faits, la pratique du maintien de l'ordre lors des mouvements sociaux a déjà considérablement évolué depuis plusieurs années, quoiqu'en dise les gouvernants. Et la plupart des dispositifs annoncés sont déjà en place. Ce que le gouvernement fait actuellement, c'est d'articuler tous ces dispositifs dans un grand ensemble, de leur donner un sens global, de les officialiser.

Le niveau de violence du maintien de l'ordre a considérablement augmenté ces dernières années, notamment au travers du recours accru aux armes dites « non-létales ». Le mouvement contre la loi travail en 2016 à sans doute été marquant dans cette évolution. Puis, les manifestations contre les élections présidentielle en 2017, le mouvement universitaire contre Parcoursup et l'expulsion de la ZAD au printemps 2018 et dernièrement le mouvement lycéen de l'automne 2018. Combien de personnes éborgnées ? Combien de corps mutilés par les grenades ou les LBD 40 ? Quelle quantité de gaz lacrymogène inhalée ? Puis le mouvement des Gilet Jaunes. 4 mois de contestation et plus de 3 000 personnes blessées. Des chiffres vertigineux.

Les forces de l'ordre n'ont pas attendu une quelconque refondation de leur doctrine pour laisser libre cours à la violence d'Etat. De même que ces pratiques ont toujours été d'usage dans les banlieues et dans les territoires d'outre mer. Combien de morts tués par la police depuis Malik Oussekine ?

Même constat du côté de la loi anticasseur. La plupart des mesures prévues dans cet arsenal législatif sont déjà appliquées contre certaines catégories de personnes. On interdit de stade les supporters de foot aujourd'hui comme on interdira de manifestation les manifestant.es demain. Déjà sous l'état d'urgence puis lors du mouvement contre la loi travail des interdictions de manifester et des assignations à résidence étaient délivrées par les préfectures.

### L'art de la guerre

Ce qui change sans doute aujourd'hui c'est que tous ces dispositifs qui organisent la violence d'État tendent à être assumés publiquement par les gouvernants.

Ce qu'on dissimule à certains moments, sous couvert de grands principes éculés depuis bien longtemps, comme « état de droit » ou « démocratie », on le brandit quand la période le réclame. Lorsque la classe dirigeante exige son tribu en sang et en larme. Mais ne nous y trompons pas, ici pas de victimisation ou de sentiment d'injustice, simplement un système dont les dispositifs sont mis à nue. Juste un Etat et sa classe dominante en guerre contre une partie croissante de la population.

Et si les gouvernants sortent les muscles, écaillant un peu plus le vernis de la social-démocratie, c'est qu'ils se sentent acculés. On peut sincèrement douter de l'imminence de la chute du régime. Mais la défiance grandit, c'est indéniable.

## INFOS DANS L'RÉTRO

Un décret durcissant le régime disciplinaire des personnes détenues a été mis en vigueur le 15 mars. Il élargit notamment le spectre des infractions qui conduisent au mitard, sanctionnant par exemple la prise de son ou vidéo au sein de la prison ou encore la négligence dans l'utilisation d'objet appartenant à la prison. Par ailleurs, une sanction de « travail d'intérêt collectif » pourra désormais être prononcée, comprenez travail sans salaire pour les prisonniers. Et pendant ce temps là les matons pleurnichent...

Les juges d'instruction de l'affaire Adama Traoré voulaient enterrer le dossier en ne mettant personne en examen sous prétexte qu'il serait mort en raison de problèmes médicaux et non à la suite du comportement des flics. Sauf que la famille a diligenté sa propre expertise médicale qui remet complètement en cause ces conclusions et se demande d'ailleurs comment des médecins ont pu signer une analyse aussi mauvaise. A force de persévérance et détermination face à la justice, l'affaire se poursuit donc.

Plusieurs blessés graves sont encore à déplorer dans nos rangs ce mois ci. Notamment une dame de 73 ans tombée dans le coma après une violente charge à Nice. Macron, décidément jamais dans le respect, ne s'est pas excusé ou remis en cause ; il a souhaité à cette personne de « gagner en sagesse ». On a vraiment hâte qu'il dégage.

Blanquer, le ministre de l'éducation nationale a essayé de verdir un peu sa tentative grossière de saboter la grève des lycéens pour le climat. Il a ainsi proposé un débat sur l'écologie dans tous les lycées le vendredi 15 mars, jour de grève annoncé depuis un moment. Un fiasco pour le ministre, les lycéens étaient présents en nombre dans la rue !

On avait déjà parler ici de l'histoire de Loïc, extradé puis emprisonné en Allemagne en raison de sa présence aux manifestations anti-G20 à Hambourg en juillet 2018. Son procès est en cours, l'occasion de rappeler l'exceptionnel déploiement de force policière pour le G20 mais aussi pour la répression après l'événement. 180 flics ont enquêter a posteriori pendant de longs mois avec des moyens colossaux, et une efficacité par ailleurs très limitée, toutes les infos liées au procès de Loïc sont à retrouver sur un blog : [laneigesurhambourg.noblogs.org](http://laneigesurhambourg.noblogs.org)

Nul doute qu'il y pas beaucoup d'assureur en manif. Bien à l'abri des gaz les samedis aprèm, ils doivent quand même cracher leur poumons le soir : 200 millions dont 130 millions sur les champs pour l'acte 18. Bim !

« Il y a pas de révolution sans mort. S'il faut des morts, y'en aura ». Les forains ont l'air plutôt déterminé au Mans, caravane enflammé, container, les flics s'en prennent plein les yeux depuis dix jours et la première action contre les décisions anti-manège prises par le maire Stéphane le Foll.

Toujours plus loin dans le cynisme : la droite (LR) a posé un projet de loi visant à sucrer le RSA pendant un an aux personnes reconnues coupables de casse en manif. Histoire que les pauvres ne puissent définitivement plus l'ouvrir.